

le domaine important de la Constitution, il faut absolument. . .

[Traduction]

M. Jean-Guy Hudon (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre responsable des Affaires constitutionnelles): Monsieur le Président, comme le ministre responsable des Affaires constitutionnelles l'a dit aux membres du comité aujourd'hui, il ne peut être tenu responsable de ce que le gouvernement ignorait. En l'occurrence, il est clair que les ministres ne savaient rien de M. Al-Mashat avant son arrivée au Canada.

Deuxièmement, les ministres se sont acquittés de leurs responsabilités en s'assurant qu'une enquête complète et exhaustive soit menée sur cette affaire.

Troisièmement, les ministres ont pris les dispositions nécessaires pour modifier la marche à suivre et améliorer le système. Rien ne saurait garantir que des erreurs de jugement ou autres ne se reproduiront jamais, mais les ministres ont fait de leur mieux pour améliorer la marche à suivre et le système.

[Français]

Au tout début, monsieur le Président, je me suis fait demander pourquoi je m'adresse surtout en anglais. Je peux continuer en français. Moi, monsieur le Président, je crois à la souveraineté de cette Chambre. Cette Chambre a décidé de donner à un comité parlementaire le soin d'étudier cette question. Ce n'est pas la vérité qu'on veut savoir, c'est uniquement du spectacle, parce qu'il me semble que lorsqu'un comité parlementaire étudie une question, on devrait être assez souverain pour respecter les travaux de ce comité-là et attendre le rapport. Quant à la confiance, j'aime autant dire que ce ministre a toute ma confiance; il a la confiance du gouvernement et d'au-delà 50 p. 100 des Canadiens.

[Traduction]

LA FONCTION PUBLIQUE

Mme Marlene Catterall (Ottawa-Ouest): Monsieur le Président, je suis heureuse de pouvoir donner suite à une question que j'avais posée la semaine dernière au président du Conseil du Trésor au sujet du tort sérieux que le gouvernement actuel fait subir à la fonction publique en s'en prenant sans cesse à elle.

L'ajournement

Une fuite nous a permis de prendre connaissance d'une note de service du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social démontrant clairement que si les contraintes budgétaires et les objectifs de réduction de personnel imposés à la fonction publique sont respectés, la capacité de fournir les services de santé aux Canadiens s'en ressentira beaucoup.

En refusant de dégager les ressources que le Parlement a décidé d'accorder pour fournir les services à la population canadienne, le gouvernement se rend presque coupable d'outrage au Parlement. Lorsque la population a vu le Parlement décider que certains services sont d'intérêt public et doivent être fournis, le gouvernement a la responsabilité de se rendre à la volonté du Parlement et de dégager les ressources nécessaires pour que ces services soient bel et bien fournis. Le ministre a dit: «Eh bien, nous économisons de l'argent—nous pratiquons l'austérité financière.» Il s'agit du programme politique de Preston Manning qui consiste à se plier aux exigences des pires éléments de notre société qui ne croient pas que le gouvernement doit fournir des services aux Canadiens et qui seraient heureux de voir disparaître notre système d'assurance-maladie et nos services sociaux et se réjouiraient qu'on laisse les chômeurs se débrouiller seuls.

Je voudrais parler des 50 milliards de dollars que notre pays dépense tous les ans pour les soins de santé, et il ne s'agit pas vraiment de soins de santé, mais de soins donnés lorsqu'on est malade. Je voudrais parler des décisions du gouvernement pour réduire les services fournis aux Canadiens pour les garder en bonne santé.

Les initiatives du gouvernement obligent Santé et Bien-être social à réduire les moyens de contribuer à la santé des gens qui à très peu de frais les gardent en bonne santé et leur évitent d'être hospitalisés et de coûter cher aux contribuables.

C'est la publicité et l'éducation communautaires relatives à la santé publique et à la prévention des maladies qui vont garder les Canadiens en bonne santé. Face à des maladies comme l'Alzheimer et le SIDA qui gagnent du terrain et nous coûtent des milliards de dollars tous les ans, comment le gouvernement ose-t-il dire: «Nous ne voulons pas contribuer à la santé des Canadiens. Nous voulons qu'ils soient de plus en plus malades pour qu'ils soient hospitalisés et qu'ils coûtent encore plus d'argent aux contribuables.»

Notre système d'assurance-maladie risque de se désintégrer parce que le gouvernement ne sait pas comment